

Agriculture et pêche

Budget 2009 : 10 000 000 €

Investissement : 6 000 000 €

Fonctionnement : 4 000 000 €

ÉCLAIRAGE

Le Nord-Pas de Calais, une grande terre agricole :

Le secteur agricole c'est 16 500 exploitations, qui sont autant d'entreprises. Avec les 30 000 emplois qu'il représente, il joue un rôle essentiel de production de richesses et de fournisseurs privilégiés du secteur agroalimentaire.

Il accomplit une fonction incontestable d'entretien des paysages. La prise en compte de l'environnement comme une donnée essentielle de l'aménagement est progressivement intégrée. Enfin, par son implantation répartie sur l'ensemble du territoire régional, l'activité agricole participe au développement des territoires et à la diversité régionale.

Le Conseil régional a toujours eu la volonté d'accompagner les évolutions des missions remplies par l'agriculture régionale. Il s'est efforcé dans un premier temps de contribuer à l'adaptation des outils de production pour les rendre plus performants en réponse à l'apparition de quotas ou à la baisse des prix. Dans un deuxième temps il a essayé d'intégrer les nouvelles exigences liées à l'évolution de la Politique agricole commune (PAC) : meilleure prise en compte de l'environnement et développement de démarches qualité.

Le tout a été réalisé en s'efforçant de faire reconnaître les spécificités régionales qui ne sont pas toujours correctement prises en compte par les instances nationales et européennes. C'est dans ce cadre que les programmes (jeunes agriculteurs, modernisation des petites exploitations, diversification des activités agricoles,...), les démarches collectives de promotion de productions agricoles et de soutien à la qualité (Qualité Nord-Pas de Calais, Saveurs en Or,...) et l'impulsion d'un programme structurant pour les années à venir ont démontré toute leur pertinence.

Un contexte nouveau

Les mutations du monde agricole sont profondes et entraînent une baisse importante du nombre d'exploitations. La région ne comptera probablement plus que 12 000 exploitations en 2015. Les attentes sociétales sont fortes, en particulier sur l'environnement, la santé et l'animation du territoire. La Politique agricole commune a été revue en 2003 et impose le partage des soutiens aux agriculteurs des 27 États-membres ce qui en diminue considérablement l'effet au niveau européen et national.

De plus, les accords internationaux (OMC, Mercosur,...) pèsent lourdement sur les marchés. L'agriculture régionale doit donc faire face tout en considérant sa contribution au réchauffement climatique et le défi alimentaire, ce qui offre de nouvelles perspectives.

Posture du Groupe

Dès l'élection du Conseil Régional au suffrage universel en 1986, la volonté a été affichée de soutenir notre agriculture régionale même si ce n'était pas une compétence déléguée par l'Etat.

Dès l'origine, les élus communistes ont travaillé à réorienter les choix effectués : lors des premiers mandats, la part principale du budget allait aux industries agro-alimentaires... Nous avons combattu pour donner la priorité aux paysans.

Bien sûr, il n'est pas question d'opposer agriculteurs et industries agro-alimentaires : les uns ont besoin des autres, et réciproquement, pour le développement de notre agriculture régionale. Pour autant, nous n'oublions pas que c'est plutôt dans l'agro-alimentaire qu'on rencontre grandes fortunes et milliardaires et chez les paysans, smicards et parfois Rmistes ou aujourd'hui R.S.Aistes.

Ce fut en permanence notre ligne de conduite dans le travail envers le monde agricole de plus en plus confronté à l'abandon de « l'exception agricole » (à l'image de l'exception culturelle à la française tant enviée dans les autres pays européens).

Quand les paysans, lors de leurs manifestations, ont comme premier slogan : « ultralibéralisme = mort de l'agriculture », les élus communistes se trouvent au diapason, puisque c'est leur pensée fondamentale : ultralibéralisme = mort de nos services publics, de notre santé solidaire, de nos emplois industriels et agricole, etc...

Chaque nouveau feu vert de Bruxelles et Paris au libéralisme a engendré : crise du lait aujourd'hui, crise de la vache folle avant-hier, spéculation sur le blé, sur le sucre il y a quelques années, producteurs ovins sacrifiés, puis éleveurs porcins et aujourd'hui, encore une fois, producteurs de fruits et légumes... avec presque chaque année un métaleurop dans notre agriculture régionale, plus discret parce que disséminé dans tout le Nord-Pas de Calais.

De même, au nom de libéralisme, les quotas de pêche tuent les artisans-pêcheurs et profitent aux gros armateurs alors qu'au nom du développement durable, c'est l'inverse qui devait se produire et c'est aussi le sens de notre combat dans ce domaine.

Enfin, en ce qui concerne la ruralité, notre combat premier s'est toujours inscrit dans le maintien et le développement des services publics à la campagne, condition d'un développement harmonieux de nos territoires.